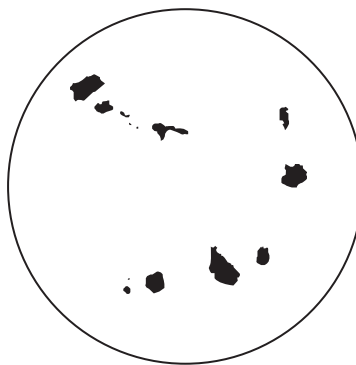


Platform
for Agricultural
Risk Management

Managing risks
to improve farmers'
livelihoods

Tools Assessment



Cabo Verde

**Atelier de Haut Niveau sur la
Dissémination des Résultats Finaux
du Processus PARM en Gestion
des Risques Agricoles**

Rapport
10 Mai, 2018



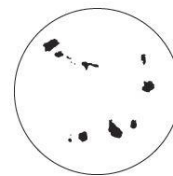


PARM
PLATFORM FOR
AGRICULTURAL RISK
MANAGEMENT

Platform
for Agricultural
Risk Management

Managing risks to improve farmers' livelihoods

Cabo Verde



Atelier de Haut Niveau sur la Dissémination des Résultats Finaux du Processus PARM en Gestion des Risques Agricoles

Partie I

RAPPORT PRINCIPAL

Praia | 10 Mai, 2018

En collaboration avec:



Ministério da Agricultura
e Ambiente

Table des matières

1. Introduction	3
Objectifs	4
2. Organisation de l'atelier	5
Ceremonie d'ouverture	5
Le mot introductif du Représentant PARM	5
L'allocation du Ministre Mr. Gilberto Silva (MAA)	6
3 Organisation des séances	7
Déroulement des séances	7
Session I	7
Session II	9
4. Conclusions et recommandations	13
Conclusions	13
Recommandations	13
Résultat obtenu	13
Engagements Pris par les Autorités	14
5. Annexes	15
Annexe 1: Programme de l'atelier	16
Annexe 2: Liste de participants	17

1. Introduction

Les Chefs d'Etat et du Gouvernement de l'Union Africaine ont adopté en 2005 le Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA), volet agricole de l'Agence du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), en vue d'atteindre la sécurité alimentaire, de réduire la pauvreté et d'accélérer la croissance agricole. Sa mise en œuvre se fait à travers les politiques agricoles sous régionales et nationales traduites en programmes régionaux et nationaux d'investissement agricole. La mise en œuvre du PDDAA s'inscrit dans le cadre de la politique économique commune (ECOWAP) à travers son Programme Régional d'Investissement Agricole (PRIA) et ses composantes au niveau national, à savoir les Programmes Nationaux d'Investissement Agricole (PNIA).

La Plateforme pour la Gestion des Risques Agricole (PARM), mise en place à l'initiative du G8 et du G20 et hébergée par le Fonds International de Développement Agricole (FIDA), fournit un appui technique aux gouvernements pour la gestion des risques agricoles. Le secrétariat de la plateforme PARM agit sur le continent africain dans le cadre d'un partenariat stratégique avec le NEPAD, institution de l'Union Africaine. Ce partenariat consiste principalement à accompagner le NEPAD dans son approche des risques agricoles, notamment en appuyant huit pays d'Afrique sub-saharienne, dont le Cabo Verde, dans l'élaboration d'un plan d'action de gestion des risques agricoles, selon une approche méthodologique harmonisée et un programme d'intervention déjà établi. Dans chaque pays, le processus PARM vise ainsi à relire à travers le prisme de la Gestion des Risques Agricoles (GRA) les stratégies de développement agricoles et rurales, de manière à ce que celles-ci intègrent la GRA de manière holistique. Plus généralement, l'objectif est d'intégrer la GRA dans les documents stratégiques nationaux, tels que le PRIA et le PNIA du Cabo Verde.

L'initiative PARM s'appuie sur les programmes et savoirs existants au Cabo Verde et ses processus politiques de décision. Le processus inclut l'évaluation holistique des risques et la concertation sur les politiques publiques, suivi et mise en œuvre. La première étape importante du processus était l'élaboration des études d'évaluation des risques et le renforcement des capacités en GRA des différentes parties prenantes. Selon l'étude menée par un pool d'experts recruté par le NEPAD dont le rapport a été validé par le Gouv. Du Cabo Verde en 2016, les risques agricoles les plus importants identifiés sont associés à la i) sécheresse ii) précipitations torrentielles iii) ravageurs de cultures iv) maladies animales et v) la volatilité des prix. Pour faire face à ces risques et garantir la sécurité alimentaire, il a été primordial d'utiliser une approche multisectorielle (holistique) capable de fournir une vision exhaustive et de proposer des solutions adéquates. Cette étude a fait l'objet de validation préliminaire lors d'un atelier national réunissant toutes les parties prenantes à Praia en Juillet 2016.

Le renforcement des capacités (RC) est une partie importante des activités de la PARM dès les premières phases de son processus. C'est pourquoi un séminaire de formation en GRA a été organisé à Praia en Juillet 2016. Les premières consultations avec les intervenants et les ateliers nationaux organisés pour présenter l'évaluation des risques et les études de faisabilité représentent la principale occasion de rassembler les acteurs les plus actifs et d'identifier les domaines où le RC est le plus nécessaire. L'objectif général des activités de RC est d'améliorer les connaissances en gestion des risques agricoles des producteurs (en particulier les petits exploitants) et des gouvernements.

A partir du résultat de ces évaluations des risques et des ateliers nationaux de RC, les besoins prioritaires ont été identifiés dans la 3e phase de PARM qui vise à identifier les combinaisons d'outils pour faire face à ces risques à travers une étude de faisabilité. Il s'agit donc des outils pouvant améliorer la gestion des risques agricoles au Cabo Verde. Le renforcement du système coopératif pour mieux le connecter au marché privé et publique a été identifié conjointement par le PARM-NEPAD et le Gouvernement de Cap Vert comme étant une forme d'outil transversal de gestion des risques à renforcer dans l'étude qui fait l'objet de cet atelier de dissémination.

Objectifs

Pour les raisons ci-dessus évoquées, le Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement (MAA) et avec l'appui de PARM-NEPAD, ont lancé une étude de faisabilité sur le renforcement du système coopératif mieux connecté au marché privé et publique. Cette étude vise à fournir une réponse-solution aux risques qui affectent le secteur agricole au Cabo Verde et à intégrer la GRA dans les politiques agricoles et dans

le plan d'investissement (PNIA) du Cabo Verde, qui a été mis en œuvre depuis 2010 et qui est en cours d'implémentation.

Les résultats de cette étude représentent la suite de l'appui technique en GRA fourni par PARM en partenariat avec le MAA et le NEPAD. Elle représente la dernière phase du processus qui se termine avec « l'Atelier de Haut Niveau sur la Dissémination des Résultats Finaux du Processus PARM en Gestion des Risques Agricoles au Cabo Verde » qui a eu lieu à l'hôtel Hotel Oasis Atlantico Praiamar, Prahina, le 10 Mai 2018.

Le présent rapport de restitution des travaux de l'atelier tenu le 10 Mai 2018 à Praia, est structuré en trois parties : (i) l'organisation de l'atelier, (ii) le déroulement des séances, et les (iii) conclusions et recommandation.

2. Organisation de l'atelier

Cérémonie d'ouverture

Le Ministre de l'Agriculture et de l'Environnement, M. Gilberto Silva, M. le Point Focal du NEPAD-CV, M. Clarimundo Gonçalves et le Représentant du PARM, M. Massimo Giovanola ont assisté à la séance d'ouverture. Le **Point Focal NEPAD-CV**, après avoir remercié les participants, au nom du Secrétaire Exécutif de l'Agence du NEPAD, lequel, pour des raisons de calendrier, ne pouvait pas participer à cet atelier qui marque la fin de la troisième phase du processus NEPAD-PARM au Cabo Verde, a fait un petit résumé des événements déjà réalisés par le NEPAD depuis 2015. Il a aussi rappelé que l'engagement du Cabo Verde à cette initiative a été exprimé pour la première fois en décembre 2013 lors de l'atelier inaugural du PARM, au siège du FIDA, à Rome, où le Cabo Verde était présent.

Ce processus initié par l'Agence du NEPAD en collaboration avec la PARM et d'autres partenaires techniques et financiers, dont l'Union Européenne, l'Agence Française de Développement, le Gouvernement Italien et le FIDA, et plus récemment, la Coopération Allemande, contribue à la réalisation des objectifs du Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA), renouvelé en juin 2014, à travers la Déclaration de Malabo.

Les résultats obtenus jusqu'à présent, dans le cadre du processus NEPAD-PARM, dont la troisième phase s'est terminée au Cabo Verde, font partie des objectifs à atteindre par la Déclaration de Malabo. Cependant, ces objectifs ne pourraient être atteints sans la mise en œuvre de politiques et stratégies cohérentes et concertées sur la gestion des risques, auxquelles sont confrontés les petits producteurs, majoritaires dans nos pays. Ainsi, le processus NEPAD-PARM a jeté les bases dans ce sens, mais le chemin à parcourir est encore long. La gestion des risques agricoles et de l'insécurité alimentaire auquel la plupart des pays africains font face, y compris le Cabo Verde, est une initiative complexe et transversale qui nécessite des actions multisectorielles au sein d'un large partenariat, allant au-delà du secteur agricole.

Selon le Point Focal NEPAD-CV, l'Agence du NEPAD ne manquera pas d'accompagner les Gouvernements, dans ce cas, le Cabo Verde, en leur fournissant l'appui nécessaire en termes de renforcement des capacités, d'identification des infrastructures rurales qui permettront la fonctionnalité des outils de gestion des risques identifiés, ainsi que la création d'un environnement favorable, à travers la mise en œuvre de politiques agricoles, commerciales et financières appropriées.

Il a terminé en remerciant tout le monde pour leur participation et a réaffirmé que l'Agence du NEPAD réitère sa promesse et son engagement à accompagner le Cabo Verde dans la réalisation et la matérialisation des objectifs de Malabo, afin de contribuer à l'élimination de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, à travers de différents programmes et projets inscrits au PNIASAN.

Le mot introductif du Représentant PARM

Le **Représentant de la PARM, M. Massimo Giovanola**, lors de son intervention a fait l'historique du chemin parcouru et a ensuite parlé de la perspective et de l'approche holistique du processus lequel aboutira, à la fin de cette étape, à la phase de mise en œuvre avec le soutien du NEPAD. Il a souligné que le PARM-NEPAD a jeté les bases dans ce sens, mais que le chemin à parcourir est encore long.

L'allocution du Ministre Mr. Gilberto Silva (MAA)

Ensuite, M. le **Ministre de l'Agriculture et de l'Environnement, M. Gilberto Silva**, a pris la parole pour souhaiter la bienvenue et pour remercier tout le monde pour leur présence à l'Atelier et souhaiter aussi, à ceux qui sont venus d'autres îles et de d'autres pays un agréable séjour. Il a ensuite fait le pont entre le présent Atelier et l'Atelier de validation de l'étude sur l'identification et de l'analyse des risques en agriculture au Cabo Verde, tenu en 2016, pendant lequel ont été identifiées deux catégories de risques qui touchent le plus le secteur agricole ; le régime pluviométrique et la variabilité des prix des produits agricoles. Aujourd'hui, deux ans après, le présent atelier a pour objectif d'analyser et de valider les solutions proposées pour la gestion des risques pour rendre le producteur plus résilient à l'instabilité des prix agricoles.

Il a de nouveau remercié les partenaires internationaux, notamment la contribution importante du NEPAD à travers le PARM et le FIDA. Il souhaite la continuité du précieux soutien du Secrétariat du NEPAD et du FIDA dans la mobilisation de partenariats techniques et financiers pour la mise en œuvre des différents outils de gestion des risques agricoles identifiés. Il a également souligné qu'après la validation de l'étude de faisabilité, le Gouvernement du Cabo Verde, ensemble avec ses partenaires, y compris le NEPAD-PDDAA, suivra la mise en œuvre des recommandations de cette étude.

Finalement, après avoir remercié le travail effectué par les consultants et tous les techniciens impliqués dans la mise en œuvre du scénario et de l'organisation de l'événement, il a déclaré l'Atelier ouvert, souhaitant à tous une bonne réflexion pour l'enrichissement et la validation de l'étude.

3. Organisation des séances

Les séances se sont déroulées en 2 sessions, la séance politique sur la GRA, et les deux séances thématiques.

La première session thématique était articulée autour **du niveau Macro; le rôle du gouvernement pour rendre le plan d'investissement et l'étude opérationnelle** et la deuxième, **au niveau Méso; le rôle et la responsabilité des différents acteurs pour être mieux connectés au marché (OP, services déconcentrés, les organisations touristiques, IMF).**

La Session de Formation, le jour précédent, et l'Atelier avaient pour objectif général de former, restituer et de diffuser les principaux résultats de l'étude de faisabilité et de mobiliser le soutien du Gouvernement et des partenaires techniques et financiers (PTF) dans la mise en œuvre des outils de Gestion des Risques Agricoles identifiés.

Déroulement des séances

Les séances lors de chacune de ces sessions étaient rythmées par la présentation des exposés par plusieurs intervenants avec l'approche holistique et les échanges nourris entre les panelistes et l'assistance.

Session I

S'agissant de la première séance (séance politique), l'objectif principal était, au-delà de la place de la Gestion des Risques Agricoles (GRA) dans les stratégies de la politique agricole au Cabo Verde, de mettre en avant les mesures prises au niveau du Gouvernement pour intégrer les résultats de l'évaluation des risques agricoles au niveau national.

La présentation du **Point focal NEPAD-CV, Clarimundo Goncalves**, visait à présenter **le rôle/ la stratégie du NEPAD dans le processus PARM**, en identifiant les principaux risques associés au secteur, tels que les catastrophes naturelles et les chocs climatiques, la volatilité des prix, l'instabilité du marché, les politiques imprévisibles et incohérentes qui compromettent l'érosion et la réduction des ressources naturelles, des biens et des actifs des producteurs.

Devant ce scénario, le NEPAD présente des stratégies de gestion des risques alignées sur le renforcement des capacités techniques et institutionnelles à travers un partenariat multisectoriel, parmi lesquels on trouve les outils de gestion des risques (développés par des prestataires de services); définition et mise en œuvre de politiques d'incitation; et investissements dans les infrastructures rurales.

De plus, avec le programme NEPAD/ AFIRM/ ARCH, il y a quelques composantes à prendre en considération, telles que: l'identification, la conception et la mise en œuvre de projets d'infrastructure susceptibles d'améliorer l'efficacité des outils de gestion des risques identifiés; le renforcement des capacités humaines et institutionnelles et l'intégration des stratégies de gestion des risques dans les politiques nationales de développement et d'investissement agricole ...

La présentation faite par le **Représentant de la PARM, Massimo Giovanola**, visait à **encadrer la plate-forme et à présenter les principaux outils de gestion des risques agricoles.**

La plate-forme a identifié différents risques et chocs auxquels les agriculteurs sont exposés, pour mettre en évidence: la sécheresse; les inondations; maladies et ravageurs; les épidémies; des risques associés

au marché (instabilité des prix). Le Cabo Verde ne fait pas exception, ayant comme principaux défis, le renforcement de l'organisation des agriculteurs et du coopératisme, pour atténuer les différents risques associés au secteur et notamment assurer un meilleur accès au marché.

Selon le représentant, la plate-forme repose sur une méthodologie holistique, prenant en compte l'évaluation des risques et la définition des rôles et des responsabilités des différents acteurs impliqués dans la gestion des risques agricoles.

La plate-forme préconise une combinaison des différents outils de gestion des risques agricoles pour les différents acteurs :

RISQUES	OUTILS
Risques associés aux agriculteurs	<ul style="list-style-type: none"> • Agriculture Intelligente face au climat • Diversification agricole • Actifs et stratégies axés sur le revenu
Risques associés aux finances	<ul style="list-style-type: none"> • Assurance agricole • Assurance basée sur l'indice climatique • Financement agricole, par le biais de micro crédit
Risques associés au marché	<ul style="list-style-type: none"> • Contrats agricoles • Bourses de marchandises
Risque associé au Gouvernement	<ul style="list-style-type: none"> • Réserves de grains (stock de nourriture) • Programmes d'urgence en cas de catastrophe • Systèmes de protection sociale

Pour conclure, la plate-forme défend l'assurance agricole comme un des outils potentiels de gestion et d'atténuation des risques, en reconnaissant l'assurance comme une façon de penser, de planifier à l'avance, d'évaluer et de quantifier les risques; avoir un plan d'action en cas d'urgence; transférer/ partager et grouper les risques lorsqu'il y a intérêt et opportunité mutuels.

La dernière présentation de la séance politique, a été faite par le **Directeur Général de l'Agriculture, Sylviculture et de l'Élevage, M. José Teixeira**, présentant **les différentes stratégies de la politique en matière de gestion des risques agricoles adoptées par le secteur**. Il a résumé des principaux événements survenus au Cabo Verde et qui posent des risques pour le secteur agricole, notamment la sécheresse de 2014, qui a décimé une grande partie du cheptel et a entraîné une chute importante de la production agricole; l'éruption volcanique qui a gravement affecté la population de Chã das Caldeiras; l'ouragan FRED en 2015, les pluies torrentielles de 2016 qui ont frappé l'île de Santo Antão et la sécheresse et la mauvaise année agricole provoquée par le manque de pluie de l'année dernière (2017). Parmi les aspects ayant eu plus d'impact causés par la sécheresse et de la mauvaise année agricole, on trouve la réduction de la capacité productive des familles rurales, l'insécurité alimentaire, le stress et la dépression de la population.

Selon M. Teixeira, la nature des risques auxquels est confrontée l'agriculture capverdienne, dont la volatilité des prix, la sécheresse, les ravageurs et les maladies aussi bien dans les cultures que chez les animaux, appelle le pays à mettre en œuvre des stratégies et des mécanismes d'adaptation et d'atténuation des effets des changements climatiques.

Ainsi, le Plan d'Urgence et d'Atténuation de la Sécheresse et de la Mauvaise Année Agricole (PEMSMAA) en cours et le Programme National d'Investissement Agricole, Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNIASAN), validé récemment, proposent des interventions basées sur une agriculture respectueuse du climat, en particulier en faveur de nouvelles variétés, plus efficaces et adaptées, l'utilisation des énergies renouvelables, l'aménagement des bassins versants en mettant l'accent sur la gestion rationnelle des ressources en eau, des sols, entre autres.

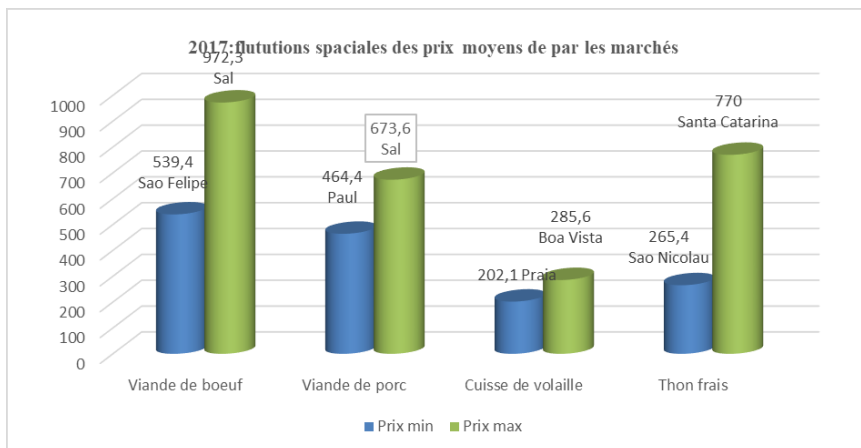
Il a terminé son intervention en affirmant que le défi actuel du secteur de l'agriculture concerne principalement l'occurrence d'événements extrêmes, tels que la sécheresse et la gestion rationnelle de l'eau, en évitant le gaspillage. De plus, il reste le défi de la réutilisation des eaux saumâtres et des eaux usées traitées, ainsi que l'utilisation de l'eau dessalée, à des fins agricoles et aussi l'utilisation de pesticides naturels avec l'introduction d'ennemis naturels.

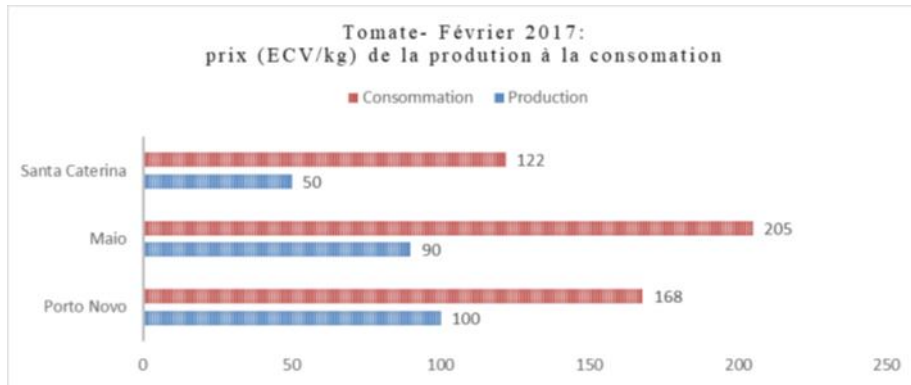
Session II

Pour ce qui est des **sessions thématiques**, plusieurs présentations par des experts sous les deux thèmes principaux des outils de l'étude de faisabilité se sont déroulé durant l'après-midi. La première session thématique était articulée autour **du niveau Macro; le rôle du gouvernement pour rendre le plan d'investissement et l'étude opérationnelle**. Les consultants ont présenté l'étude de faisabilité et les outils proposés pour la GRA au Cabo Verde, pouvant améliorer la gestion des risques agricoles au Cabo Verde. Le renforcement du système coopératif pour mieux le connecter au marché privé et publique. La deuxième session, **s'est focalisée au niveau Méso; le rôle et la responsabilité des différents acteurs pour être mieux connectés au marché (OP, services déconcentrés, les organisations touristiques, IMF)**. Deux experts ont donné des présentations sur le rôle et des responsabilités des différents acteurs dans la mise en œuvre des outils de GRA, notamment sur les IMF et de la société civile.

Premièrement, les présentations de cette **première session thématique** ont été faites par les consultants PARM, **M. Richard Amoussou et M. Ricardo Capocchini**. Ils ont présenté *les principaux résultats de l'Étude de faisabilité*, mettant en évidence la problématique des chaînes de valeur existantes au Cabo Verde, qui varie selon l'origine des produits; sachant que la plupart des produits consommés ici sont importés, et selon leur typologie, étant donné que la culture de subsistance prévaut encore au Cabo Verde. Aussi, la production de légumes et de fruits avec une part de production tournée vers le marché, résulte que certains produits sont exportés vers la diaspora tels que le «Grogue», le café et le vin de Fogo. C'est cette complexité d'acteurs et des facteurs qui génère de nombreux risques, avec un accent particulier sur la volatilité élevée des prix dans le temps et dans l'espace avec des conditions du marché très variables, malgré l'existence d'une demande forte et constante de produits agricoles, et considérant la situation insulaire du pays qui rend l'opération de CVA encore plus complexe.

Voici les graphiques montrant la disparité des prix de certains produits dans différents marchés et au niveau des producteurs et des consommateurs :





Volatilité des prix au niveau producteur et consommateur

Principaux résultats de l'étude :

La chaîne de valeur agricole au Cabo Verde se caractérise par :

- Une production interne inadéquate (entre 20% et 30%), par rapport à la demande ;
- Des zones de production qui ne sont pas bien organisées pour la production, mais qui tendent à s'organiser autour de la transformation des produits, mais avec des coûts élevés en énergie et en eau;
- Le manque quasi total d'infrastructures de stockage pour les produits frais;
- Un oligopole du marché de fourniture de facteurs de production destinés au secteur agricole;
- Un petit nombre d'exportateurs/ distributeurs, en particulier pour le marché touristique de Sal et de Boa Vista, dominant le marché;
- Un réseau d'intermédiaires très influents (vendeuses de marché et poissonnières) qui jouent un rôle clé dans la fixation des prix;
- Transport maritime insuffisant et inadéquat pour les marchandises périssables (17 navires, y compris les pétroliers, la majorité dépréciés);
- Crédit marginal au secteur agricole dû au risque élevé du secteur, mais aussi au manque de mécanismes appropriés pour le financement agricole;
- Des consommateurs pas très exigeants quant à la qualité du produit (la qualité n'est pas payée);
- Faible intérêt des producteurs pour la certification des produits, dû aux opportunités de marché relativement faciles et au manque d'avantages financiers directs (exemple de la coopérative viticole Chã das Caldeiras de Fogo).

Les éléments qui sous-tendent cette réalité, en particulier :

- Un transport domestique inadéquat et irrégulier, avec des conditions de transport inappropriées ;
- Faible production, due à la sécheresse, peu de terres arables, accès difficile à l'énergie et à l'eau dû au coût élevé;
- Faible planification et adhésion aux calendriers de production orientés vers le marché (faible organisation des producteurs);
- Instabilité de la demande (les intermédiaires s'approvisionnent auprès des producteurs quand ils ont la garantie de la vente des produits et cela sans anticipation ni contrats formels);
- Infrastructures pour le stockage et la conservation de produits insuffisantes et non opérationnelles;
- Manque d'instruments pour réguler la volatilité temporelle et de l'espace des prix du marché agricole;
- Manque d'instruments pour promouvoir l'accès au crédit agricole;
- Faible appréciation de la qualité des produits agricoles locaux, y compris le marché touristique.

Opportunités du secteur :

- Un marché touristique et domestique en croissance;
- Diversification du tourisme en accord avec des demandes et des caractéristiques géographiques des îles;
- Systèmes d'irrigation goutte à goutte, même si les coûts initiaux d'investissement sont élevés (environ

6000-7000 euros/ ha);

- Faible niveau de concurrence dans le secteur agroalimentaire;
- Amélioration de la régularité et de la fréquence du transport aérien interne;
- Proposition de privatisation du transport maritime, en cours;
- Stratégies de synergie entre les secteurs public, privé et de la société civile dans la gestion des centres post-récolte et de la recherche agricole;
- Nouveau plan de développement durable (PEDS 2017-2021) et participation des PTF.

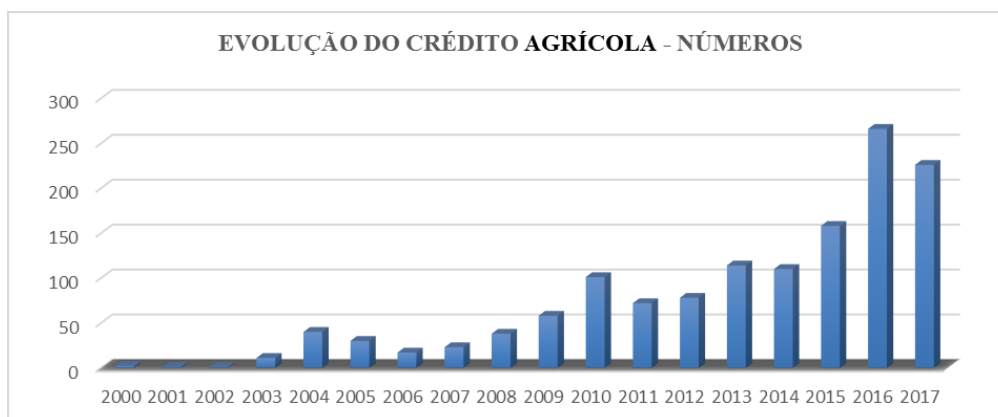
Puis, les présentations de la **deuxième session thématique** ont été faites par la **représentante de MORABI, et le représentant de la Plate-forme des ONG**, soulignant le rôle des institutions de la microfinance et de la société civile dans le renforcement de la résilience du secteur agricole.

Le rôle des IMF a été présenté par la représentante de **MORABI, Mme Elisabete Silva**, qui s'est concentrée sur les domaines d'activité et la mission de MORABI. La mission de MORABI est d'offrir de manière constante, au niveau national, des services financiers aux populations à faibles revenus, avec comme cible principale les femmes chefs de famille, dans une perspective genrée. Ils offrent des services de microcrédit à des fins de fonds de roulement (renforcement de la trésorerie et acquisition de matières premières) : Investissement (acquisition/ réparation d'outils et d'équipements, petites constructions et/ ou amélioration / extension des installations de production et de commercialisation) ; Épargne ; Livret MORABI ; Totocaixa MORABI ; Dépôt à Terme ; Micro Assurance ; Transfert d'Argent.

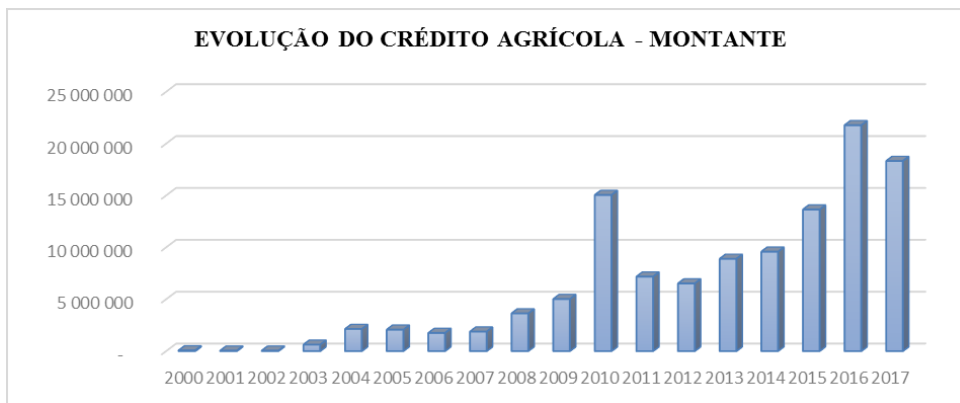
Le crédit agricole s'adresse à tous les capverdiens adultes, qui ont des difficultés d'accès aux crédits conventionnels et qui présentent au moins une idée d'affaire légale et rentable et qui ne nuit pas à l'environnement. Le crédit a une durée de 4 à 36 mois. En mettant l'accent sur le financement pour l'introduction de nouvelles techniques d'irrigation avec un taux d'intérêt de 1,5%/ mois, il y a la flexibilité pour, éventuellement, restructurer la dette et/ou renégocier le crédit sans frais supplémentaires (en cas de sécheresse, par exemple). De plus, le crédit se fait avec une composante additionnelle de suivi, dans le but de sensibiliser/ instruire la population sur l'épargne, conseiller sur la diversification de la production, former en gestion des petites entreprises et pour disséminer l'information concernant l'adoption de nouvelles techniques d'irrigation respectueuses des directives de protection de l'environnement, entre autres services.

Les services et le crédit agricole offerts par MORABI, visent à : Promouvoir le travail indépendant et la création de nouveaux emplois; la continuité de l'activité et l'augmentation du volume d'affaires; permettre l'introduction de techniques agricoles modernes tout en respectant les directives de protection de l'environnement; conquête du marché et fidélisation de la clientèle; contribution à la sécurité alimentaire et amélioration de l'alimentation et l'amélioration des conditions socioéconomiques des familles bénéficiaires. Les graphiques ci-dessous présentent l'évolution du crédit agricole, en particulier pendant les années de sécheresse où le crédit a tendance à diminuer :

Évolution Du Nombres De Crédit Agricole



Évolution Du Crédit Agricole – Montants



La dernière présentation de la journée a été confiée au **Président de la Plate-forme des ONG, Mr Jacinto Santos**. Il a concentré son intervention sur d'autres niveaux de risques qui affectent la société capverdienne, et à son avis, le plus grand risque associé à l'agriculture est de nature social (risque social). Avec la perte de la population rurale, cette explosion sociale a conduit à une augmentation des inégalités économiques et des taux de pauvreté. D'après lui, nous sommes confrontés à une détérioration des conditions sociales de production, surtout dans les zones à production pluviale, d'autant plus qu'il n'existe pas une organisation pour défendre les intérêts de cette classe (par exemple une organisation de producteurs).

Il a également identifié le risque politique, affirmant que les mesures adoptées et mises en œuvre à ce jour, ne sont pas harmonisées et que les investissements publics ont été dirigés vers les grands propriétaires, augmentant ainsi les inégalités. Concernant le risque financier, il a souligné les effets des investissements qui n'atteignent pas toutes les catégories de manière homogène. C'est ce risque qui a conduit l'Etat à changer de paradigme, l'Etat étant l'agent de la transformation économique et sociale.

Pour lui, le secteur bancaire et les compagnies d'assurances fonctionnent en fonction des risques et il n'y a aucun moyen de développer le secteur agricole si les banques et les assurances elles-mêmes ne sont pas intéressées à assumer les risques. L'agriculture capverdienne n'est pas attirée par le financement bancaire classique et la microfinance ne garantit pas la durabilité du secteur agricole.

Pour conclure, il a souligné le fait qu'aucune politique agricole n'aura de succès s'il n'y a pas une harmonisation entre la politique d'atténuation et la politique d'investissement (une politique de restructuration des infrastructures rurales, une politique de recherche appliquée et le développement de la vulgarisation agricole, planification de bassins versants, logistique agricole...), car la politique d'atténuation ne lutte pas contre la pauvreté et l'exode rural de manière durable. Il a également souligné que le succès de la société civile dépend des politiques publiques bien développées et mises en œuvre.

4. Conclusions et recommandations

Conclusions

Les participants ont été unanimes en ce qui concerne la multiplicité des risques auxquels sont exposés les producteurs agricoles de nos îles, notamment : les risques climatiques, les risques de marché, les risques biologiques (maladies et ravageurs), mais, surtout le régime pluviométrique et la variabilité des prix de produits agricoles. Cette situation décourage l'investissement dans le secteur, affectant principalement les petits producteurs. De plus, de nouveaux paradigmes de risques (risques sociaux, politiques, économiques et financiers) ont également été mis en évidence, à analyser dans une autre dimension.

Les risques associés au marché sont aggravés par le fait que le marché reste informel et ne dispose pas d'instruments de soutien tels que les « contrats », actions collectives de commercialisation (coopératives, etc.) et la faible diversification des cultures ainsi qu'une faible compétitivité commerciale déséquilibrant l'offre et la demande, rendant les risques de marché encore plus sérieux.

Un autre aspect qui caractérise le secteur agricole au Cabo Verde est la tendance des producteurs à s'isoler et à gérer leurs activités individuellement et non en associé. Ce qui les empêche, en particulier les petits agriculteurs, d'accéder aux services financiers, aux marchés et, donc, à limiter leur capacité à gérer les risques.

De plus, cette multiplicité de risques exige des mesures préventives et des actions plus appropriées à long terme, car malgré les nombreuses interventions liées à l'atténuation des risques, il n'existe pas de stratégie de gestion des risques au Cabo Verde, avec des solutions concrètes, d'où l'importance de l'étude en question, qui présente des solutions concrètes avec un cadre temporel et une estimations de coûts.

Recommandations

L'étude propose des solutions concrètes pour améliorer le lien entre les producteurs agricoles, tant au niveau associatif qu'individuel, et le marché, avec un accent particulier sur deux domaines fondamentaux : l'organisation structurelle du système productif (associatif et individuel) et son lien avec le marché, le long de la chaîne de valeur.

Et afin de mettre en œuvre les différents outils proposés, il est recommandé que l'organisation de producteurs soit orientée vers le marché, avec la mise en place de contrats entre producteurs et acheteurs (contrats de commercialisation, de production, de mécanismes de sous-traitance et de commercialisation collective), afin de renforcer le lien entre le producteur et le marché, d'assurer de meilleurs prix, d'accéder aux marchés en toute sécurité et de minimiser les risques liés à l'instabilité des prix.

Mais cette solution doit être associée à un travail continu de renforcement des capacités, de promotion de la coopération, de l'association ou de l'organisation entre agriculteurs et d'autres acteurs; l'encouragement des partenariats public-privés, renforcement du système d'information (SIM), l'identification des infrastructures rurales qui permettent la mise en œuvre efficace des outils de gestion des risques identifiés, ainsi que la création d'un environnement favorable, à travers la mise en œuvre de politiques agricoles, commerciales et financières appropriées.

Résultat obtenu

A l'issu de cet atelier, les résultats obtenus sur la GRA ont été partagés, et l'appui du Gouvernement et des PTF est un acquis pour la mise en œuvre des outils de la GRA identifiés à travers l'étude de faisabilité pour le renforcement du système coopératif mieux connecté au marché privé et publique, visant à fournir une réponse-solution aux risques qui affectent le secteur agricole au Cabo Verde et à intégrer la GRA dans les politiques agricoles et dans le plan d'investissement (PNIA) du Cabo Verde.

On peut conclure que les objectifs qui ont guidé la réalisation de la Formation et de l'Atelier ont été atteints, car les deux journées de travail ont constitué un espace de beaucoup de partage et de débat. Cela a permis de recueillir les contributions et les préoccupations des participants, principalement des représentants des agriculteurs et de la société civile.

Engagements Pris par les Autorités

Au terme des deux sessions, la Directrice du Service d'Études, Planification et Coopération du MAA, le Point Focal NEPAD-CV et le représentant de la PARM ont fait le point. Concernant la feuille de route, il s'agira :

Pour le Gouvernement du Cabo Verde

- A court terme, d'intégrer les outils de la GRA lors de la revue du PNIA
- Aussi, après l'incorporation des contributions et la validation du document, le Gouvernement du Cabo Verde auprès de ses partenaires, y compris le NEPAD, suivra la mise en œuvre des recommandations de l'étude de faisabilité;
- A moyen terme, de revisiter les documents de politique agricole, à l'instar du Document de Stratégie de Développement du Secteur Rural, en intégrant les outils de la GRA.

Pour PARM

- D'informer activement et de faire du lobbying auprès des PTF et de la Société Civile pour que le Processus PARM se déroule correctement ;
- D'affiner son rôle avec les PTF, vu le grand succès desdits outils et la solidité des fondations du Processus PARM ;
- D'œuvrer à l'intégration définitive desdits outils dans le PNIA.

Pour le NEPAD

- De maintenir la dynamique du gouvernement capverdien, des PTF, des acteurs privés dans l'adhésion des outils de la GRA et de leur mise en œuvre.

Clôture de l'atelier

A la session de clôture ont participé la Directrice du Service d'Études, Planification et Coopération (DSEPC) du MAA, le Point Focal NEPAD-CV et le représentant de la PARM. Mme Teixeira de la DSEPC a fait un bref résumé des principales conclusions et recommandations des deux journées de travail et a remercié les participants pour leur participation active à l'atelier ainsi que pour la précieuse contribution que tous/toutes ont apporté qui ont garanti le succès des événements.

5. Annexes

Annexe 1: Programme de l'atelier
Annexe 2: Liste des participants

Annexe 1: Programme de l'atelier

Date | Lieu : 10 Mai 2018 | Praia, Cabo Verde

Heure	Thèmes	Responsable
08:30	Accueil des participants	
SESSION 1: Ouverture officielle		
09 h 00-09 h 45	-Intervention du Point Focal NEPAD - CV -Intervention du Représentant de la PARM -Discours d'ouverture du Ministre de l'Agriculture et de l'Environnement	M. Clarimundo Gonçalves M. Massimo Giovanola M. Gilberto Silva
09h45	Photo de groupe Reconstitution de la table	Tous
10h00	Présentation des objectifs, résultats attendus, programme de l'atelier et suggestions/ validation	M. Clarimundo Gonçalves - Point Focal NEPAD-CV
SESSION 2: La Politiques de Gestion des Risques Agricoles (GRA)		
10h10	PDDAA-NEPAD dans le processus PARM	M. Clarimundo Gonçalves - Point Focal NEPAD-CV
10:30	Les principaux outils de Gestion des Risques Agricoles	M. Massimo Giovanola - PARM
10h45	La stratégie de la politique de Gestion des Risques Agricoles au Cabo Verde	M. José Teixeira - DGASP
11h00	Pause-Café	Tous
SESSION 3: Outils de gestion des risques agricoles au Cabo Verde Modérateur: M. Clarimundo Gonçalves		
11h20	- Présentation des principaux résultats de l'étude de faisabilité pour l'investissement au Cabo Verde - Renforcement du système coopératif pour mieux connecter le marché privé et public	- M. Richard Amoussou - Consultant PARM, expert en micro finance, et - M. Riccardo Capocchini - Consultant PARM, Expert en systèmes associatifs
12h30	Discussion	Tous
13h10	Pause déjeuner	Tous
SESSION 4 : Le rôle et les responsabilités des différents acteurs Modérateur: M. Clarimundo Gonçalves		
14h10	Le rôle des IMF	Mme. Elisabete Silva - MORABI
14h40	Le rôle de la société civile	Plate-forme des ONG - M. Jacinto Santos
15h10	Discussion	Tous
17h00	Présentations des principales recommandations	Rapporteur- Mme. Arilde G. Teixeira -DSEPC
17h30	Cocktail de clôture	Tous

Annexe 2: Liste des participants

#	NOM	INSTITUTION	FNCTION
SERVICE CENTRAL DU MAA			
1	Elida Monteiro	MAA-DGPOG	Diretora Geral
2	Arlde Teixeira	MAA-DGPOG	Diretora de Serviço
3	Monica Pina	MAA-DGPOG	Técnica Superior
4	Adelina Vicente	MAA-DGPOG	CONCILSS
5	Inussa Barry	MAA-DSEGI	Diretor de Serviço
6	Alexandra Monteiro	MAA-DSEGI	Tecnica Superior
7	Maria Rosa Semedo	MAA-SNASAN	Secretária Executiva
8	Sonia Monteiro	MAA-SNSAN	Tecnica Superior
9	Mário Moreira	Fundo Ambiente	PCA
10	Eneida Rodrigues	Gabinete MAA	Assessora Agricultura
11	Clarimundo Gonçalves	Gabinete MAA	Ponto Focal NEPAD
DIREÇÃO GERAL DA AGRICULTURA, SILVICULTURA E AMBIENTE			
12	José Teixeira	DGASP	Diretor Geral
13	José Luis Barros	MAA-DGASP	Tecnico
14	Carlos A. Sousa Monteiro	MAA_DGASP	Tecnico
15	Elga Tavares	DAGASP-DSEREA	Tecnico
PROGRAMA DE PROMOÇÃO DE OPORTUNIDADES SOCIOECONOMICAS RURAIS (POSER)			
16	João Fonseca	MAA-POSER	Coordenador
17	Bernardino Gonçalves	POSER	Técnico
INSTITUTO NACIONAL DE INVESTIGAÇÃO E DESENVOLVIMENTO AGRÁRIO			
18	Angela Moreno	INIDA	Presidente
19	Regla Hernandez	INIDA	DAP
20	Adriano Furtado	INIDA	Agro Economista
DIREÇÃO NACIONAL DO AMBIENTE			
21	Paula Dias Monteiro	MAA-DN Ambiente	Tecnica
INSTITUT NATIONAL DE MÉTÉOROLOGIE ET GÉOPHYSIQUE			
22	Julio Lima	INMG	Administrador
AGENCIA NACIONAL DE ÁGUA E SANEAMENTO			
23	Fernanda Spencer	ANAS	Técnica
DELEGAÇÃO DO MAA			

24	Joel Barros	MAA Porto Novo	Delegado
25	Nuno Delgado	MAA Porto Novo	Sociologo
26	Orlando Delgado	MAA RG- SA	Delegado
27	Zoraima Soares	MAA-R.Grande	Socióloga
28	Vitorino Rodrigues Silva	MAA- São Vicente	Delegado
29	Isabel Arcângela Rodrigues	MAA- São Vicente	Agrónoma
30	José R. Martins	MAA - São Nicolau	Delegado
31	Lucilena Soares	MAA - São Nicolau	Coord. Ext. Rural
32	Jose Aureliano Almeida	MAA-Sal	Representante
33	Xisto Baptista	MAA-Boavista	Delegado
34	Juliana Brito	MAA-Boavista	Tecnica Agrónoma
35	Teresa Silva Tavares	MAA-Maio	Delegada
36	Arlindo Silva	MAA-Maio	Tecnico
37	Adilma Andrade	MAA-Fogo	Engenheira Agrónoma
38	Estevão Fonseca	MAA Brava	Delegado
39	Anildo Andrade	MAA Brava	Tecnico
40	Jose Luis Martins	MAA Tarrafal	Delegado
41	Gracelino Semedo	MAA-Santa Catarina	Delegado
42	Elidio Ramos Fernandes	MAA-Santa Catarina	Tecnico Agrícola
43	Manuel barbosa Afonso	MAA Santa Cruz	Delegado
44	Ermelindo Barros	MAA S. Domingos	Delegado
45	Luis Alberto Sousa	MAA S. Domingos	Tecnico
REPRÉSENTANTS DES AGRICULTEURS			
46	Jailson de Rosario Silva	Associação Agricultores	Presidente
47	Filinto Nicolassa Brito	Associação Agricultores	Presidente
48	Paulo Borges	Associação Charco	Presidente
49	Domingos Gaudêncio	Agricultor Sto. Antão	representante
50	Amilton A. Neves Tavares	Associação Agricultores SAL	Membro
51	João Ramos Fortes	Agricultor S: Nicolau	representante
52	Antonio Barros Monteiro	Agricultor-Boavista	representante
53	Santos Ribeiro	Agricultor Maio	representante
54	Aldevino Miranda	Agricultor	
55	Helder Tavares	Agricultor-Brava	
56	Jose mendes da Veiga Correia	Agricultor	Lagoa –São Domingos

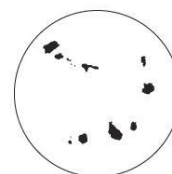
57	Carolino Correia	Agricultor	São Miguel
58	Filipe Furtado	Agricultor São Miguel	representante
59	João Emílio Varela	Agricultor São Domingos	representante
60	Julião Tavares Soares	Agro Colonato	Presidente
61	Samory Cassamá	ACAISA	
62	João varela	Novo Horizonte	
AUTRES INSTITUTIONS D'ÉTAT			
63	João Gonçalves	ARFA	Diretor
64	Eunice Monteiro	ARFA	Tecnica
65	Emílio Sanches	DNE Marinhos	Tecnico
66	Emanuela Santos	INE	Tecnica
67	Vladimir Fonseca	Ministério Turismo	Tecnico
68	Manuel Pinheiro	MF /MAPMIR	Tecnico
69	Lara Melo Teixeira	MF	SMR/DNP
70	Monica Silva	MF/DNE	Tecnica
71	Evna Fonseca	IEFP	Coordenadora
72	Irina Spencer	MSSS/PN Nutrição	Coordenadora
INDÉPENDANTS			
73	Antonio Baptista	Consultor nacional PARM	Economista
74	Sandra Borges	PROEMPRESA	Tecnico Superior
75	Paulo Corsino	AGROZ	Gestor
76	Danilson Silveira	UPRANIMAL	Gerente
77	Emery Narciso	São Tomé e Príncipe	Representação Própria
78	Janderleia Ramos	UNITEL	Marketing
79	Joceline Marques	AGRIPRICE	Secretaria Executiva
80	Eugenio Rosa	AGRIPRICE	Tecnico
81	José Eduardo Tavares	Suinave	Proprietário
82	Ana Cristina Mendes	Cabo Verde Trade Invest	Assessora Gab. Sup.
CHAMBRES MUNICIPALES			
82	Elisangela Barros	Camara M R ^a Grande Santiago	Tecnica Ambiente
83	Vitorino Fernandes	Camara M S Salvador do Mundo	Vereador
BANQUES			
84	Sara P. Silva	BCA	Analista Risco
85	Regina Furtado	CECV	Coordenadora Microcrédito

SOCIÉTÉ CIVILE/ONG			
86	Jacinto Santos	Plataforma das ONG's	Presidente
87	Marina Almeida	Caritas Cabo Verde	Secretária Geral
88	Irani maia Pereira	ADAD	Membro do Conselho Adad
89	Carlos Manuel Pereira	FAMI -Picos	Presidente
90	Ana Fonseca Almada	Fundação Donana	Presidente
91	Elisabete dos Reis	Morabi	
UNIVERSITÉS			
92	Arlindo Fortes	BCCA_UNICV	Docente
93	Eirk Sequeira	BCCA_UNICV	Docente
COOPERATION/ REPRÉSENTATION INTERNATIONALE			
94	Andreia Mendes	Cooperação Portuguesa	Técnica
95	Sebastian kieffer	Cooperação Luxemburguesa	1º Secretário
96	Cristino Predraza	PNUD	Chief Technical Advisor, Local Platforms for Achieving the SDGs
97	Paula Silva	PNUD	Técnica
98	Jean Pascal Kaboré	IFAD	CPM
SERVICE DE PROTOCOL			
99	Lourdes Gomes Pina Monteiro	Protocolo	
100	Nuemy Pina Fernandes varela	Protocolo	
APPUI ADMINISTRATIF DU MAA			
101	Julia Roberto	MAA-DGPOG	Secretaria DGPOG
102	Edna Fonseca	MAA-SNSAN	Técnica
103	Leon Correia	MAA-SNSAN	Técnico Superior
EQUIPE PARM			
104	Riccardo Capocchini	PARM	Consultant
105	Richard Kossi Amoussou	PARM	Consultant
106	Massimo Giovanola	PARM	Technical Advisor
107	Nikita Blanes	PARM	Country Activities Support



PARM
PLATFORM FOR
AGRICULTURAL RISK
MANAGEMENT

Cabo Verde



Atelier de Haut Niveau sur la Dissémination des Résultats Finaux du Processus PARM en Gestion des Risques Agricoles au Cabo Verde

Partie II

PRÉSENTATIONS

Praia | 10 Mai, 2018

En collaboration avec:



Ministério da Agricultura
e Ambiente

Table des matières

Présentation 1: PARM- Gérer les risques agricoles pour améliorer les conditions de vie des petits agriculteurs	3
Massimo Giovanola, Spécialiste Technique, PARM	
Présentation 2: Etude de faisabilité pour l'investissement au Cap Vert : renforcement du système coopératif mieux connecté aux marchés privé et publique	9
Riccardo Capocchini	
Présentation 3: Conclusions de l'étude: Analyse SWOT (Forces/Faiblesses – Opportunités/ Menaces) des CVA au Cabo Verde.....	13
Richard Kossi Amoussou	
Présentation 4: Le Role des IMF	21
Mme. Elisabete Silva, MORABI	

Présentation 1:

PARM- Gérer les risques agricoles pour améliorer les conditions de vie des petits agriculteurs

Massimo Giovanola, Spécialiste Technique, PARM

Platform
for Agricultural
Risk Management
Managing risks
to improve farmers'
livelihoods



Atelier de Haut Niveau sur la Dissémination des Résultats Finaux du Processus PARM au Cap Vert
| 10 Mai, Praia, Cap Vert



Platform for Agricultural Risk Management | Managing risks to improve farmers' livelihoods



Platform for Agricultural Risk Management Managing risks to improve farmers' livelihoods

What is PARM?

The Platform for Agricultural Risk Management (PARM), an outcome of the G20-G7 discussions on food security and agricultural growth, is a four year multi-donor partnership between developing nations and development partners to make risk management an integral part of policy planning and implementation in the agricultural sector.



Our partners

STEERING COMMITTEE



ADVISORY COMMITTEE



A Challenging context

Farmers are exposed to several risks and shocks



Different tools to manage risk & shocks: how to choose the right one?

	Farm / Household	Market	Community / Informal	Government
EX ANTE				
Risk Reduction	<ul style="list-style-type: none"> Avoiding risk Household size Income diversification Low-risk, low-return cropping patterns Production techniques Climate-smart Agriculture 	<ul style="list-style-type: none"> Training on risk management 	<ul style="list-style-type: none"> Crop sharing 	<ul style="list-style-type: none"> Macroeconomic policy Disaster prevention Prevention of animal diseases
Risk Mitigation	<ul style="list-style-type: none"> Diversification in production Savings in the form of Liquid assets (crops) and buffer stocks Crop diversification Inter-cropping Plot diversification Borrowing from neighbours/family Intra-cropping charity 	<ul style="list-style-type: none"> Futures and options Insurance (Agriculture/ Weather Index Based) Vertical integration Production/marketing contracts Spaced sales Diversified financial investment Off-farm work Warehouse Receipt systems 	<ul style="list-style-type: none"> Common property resource Mgmt Social reciprocity Informal risk pooling Rotating savings/credit 	<ul style="list-style-type: none"> Tax system income smoothing Social Protection Counter-cyclical programmes Border and other measures in case of contagious disease outbreak
EX POST				
Risk Coping	<ul style="list-style-type: none"> Sale of assets Relocation of labour Reduce consumption Borrowing from relatives Migration 	<ul style="list-style-type: none"> Selling financial assets Saving/borrowing from banks & MFI Off-farm income 	<ul style="list-style-type: none"> Sale of assets Transfers from mutual support networks 	<ul style="list-style-type: none"> Disaster relief Cash transfers Food Aid Other agriculture support programmes

Source: OECD (2011)

Assessing risks and defining roles & responsibilities

A new methodology: the holistic approach

PARM produces rigorous risk assessments taking into account a wide variety of risks and relying on various sources, to obtain a clear picture of the risks.

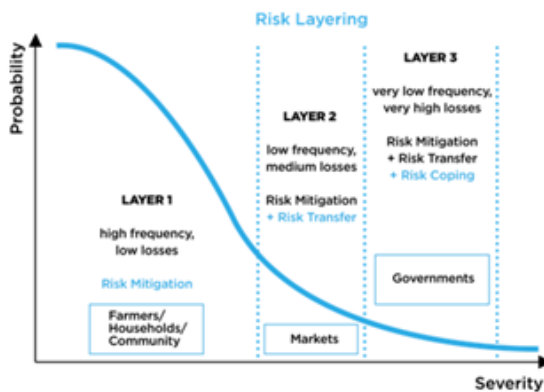
RISK	AVERAGE SEVERITY	AVERAGE FREQUENCY	WORST CASE SCENARIO	SCORE
CROP PEST & DISEASES	● VERY HIGH	● VERY HIGH	● VERY HIGH	5.00
POST HARVEST LOSS	● VERY HIGH	● VERY HIGH	● HIGH	4.75
PRICE RISK FOOD & CASH CROPS	● VERY HIGH	● HIGH	● HIGH	4.35
LIVESTOCK PEST & DISEASES	● HIGH	● VERY HIGH	● MEDIUM	4.10
DROUGHTS	● MEDIUM	● MEDIUM	● VERY HIGH	3.50
COUNTERFEIT INPUTS	● MEDIUM	● VERY HIGH	● LOW	3.40
KARAMOJA CATTLE RAIDS	● LOW	● HIGH	● VERY LOW	2.37
FLOODS	● VERY LOW	● HIGH	● VERY LOW	1.75
HAILSTORMS	● VERY LOW	● HIGH	● VERY LOW	1.75
THUNDERSTORMS	● VERY LOW	● HIGH	● VERY LOW	1.75
ALL OTHER NATURAL RISKS	● VERY LOW	● HIGH	● VERY LOW	1.75
NORTHERN UGANDA INSURGENCY	● VERY LOW	● VERY LOW	● MEDIUM	1.50

Source: Risk assessment study in Uganda, 2018

Country Results

- Uganda** Final Report October 2015
 - Crop pests & diseases
 - Post-harvest losses & price fluctuations
- Niger** Final Report October 2016
 - Dryness
 - Uncertain access to market
- Ethiopia** Final Report December 2016
 - Worsening droughts (& floods)
 - Pests & diseases (Plant & animal health)
- Senegal** Final Report August 2016
 - Erratic rainfall (Worst case Report)
 - Animal Diseases
 - Stock fisheries
- Cameroon** Final Report June 2017
 - Crop pests & diseases
 - Post-harvest losses & price variability
- Liberia** Final Report End 2017
 - Post-harvest losses
 - Crop pests & diseases
 - Erratic rainfall
- Cabo Verde** Final Report End 2017
 - Drought
 - Crop pests
 - Erratic rainfall

Risk layers and responsibilities



Copyright: World Bank (2015), Agricultural Sector Risk Assessment: Understanding Climate in Practice, Washington, World Bank Group



Finding the right tools

- On-Farm and Community Level Risk Management Tools**
 Climate Smart Agriculture - [Agricultural Diversification](#) -
 Assets and Income Based Strategies
- Finance Related Risk Management Tools**
 Agricultural Insurance - Weather Index Based Insurance -
 Agricultural Finance and Microfinance
- Market Related Risk Management Tools**
[Contract Farming](#) - Commodity Exchanges and Futures
 Markets - [Warehouse Receipts System](#)
- Government-Based Agricultural Risk Management Tools**
[Public Food grain Reserves](#) - Disaster Assistance Programs
 - Social Protection and Productive Safety Nets

Country Results

Uganda

- 2016
- Monitoring of Plant diseases
 - Finance and information for risk management (FIRM)
 - ARM capacity development with Makerere University and Extension Services

Senegal

- 2017
- Improving access to information
 - Remittances as ARM tool
 - ARM capacity development integrated in the national extension service strategy

Cameroon

- 2017
- Modernised information system connected to the warrantage network

Ethiopia

- 2017-2018
- Integrating a holistic approach to ARM in extension services

Niger

- 2017-2018
- Tackling market risks: contract farming and WRS
 - Access to information systems

Cabo Verde

- 2017-2018
- Strengthening farmers' organizations and cooperatives for access to market



Combination of tools

Cross-cutting tools for ARM





Insurance from an ARM perspective

- Insurance is **one** of the potential tools to manage risks (Gov. and farmers should have the choice of the better tool fitted to their profile and need)
- Insurance: a **way of thinking**. Planning in advance → assessing and quantifying the risks → have an action plan when hazards occur → transferring/sharing and pooling the risk when there is a mutual interest and opportunities
- The **policy and regulatory frame** should enhance the development of an sustainable insurance industry (to increase micro insurance uptake by smallholders – ensure sustainability of Gov. subsidies in developing countries)
- Interest on insurances integrated to existing **social protection and contingency plans** is growing



Key messages

.....
Assessing risks through a **holistic methodology**

.....
Defining the **roles and responsibilities** (depending on the risk layers)

.....
Developing **network-synergies** at different levels

.....
Propose an **integrated package of tools** (including information, capacity and diversification)

.....
Invest on capacities (assess risks and identify tools)

Our knowledge products

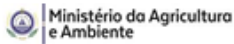
Full list of publications is available on www.p4arm.org/library



Présentation 2:

Etude de faisabilité pour l'investissement au Cap Vert : renforcement du système coopératif mieux connecté aux marchés privé et publique

Riccardo Capocchini



Etude de faisabilité pour l'investissement au Cap Vert : renforcement du système coopératif mieux connecté aux marchés privé et publique

Estudo de viabilidade para o investimento em Cabo Verde: Reforço do sistema cooperativo conectado aos mercados privado e público

Présenté par Riccardo Capocchini
Expert en systèmes associatifs

Praia, 10 Mai 2018

Comment améliorer la gestion des risques agricoles à Cap Vert? Como melhorar a gestão de agricultores em Cabo Verde?

- a) L'amélioration de la chaîne de valeur des produits agricoles ;
- b) L'amélioration des capacités des systèmes associatifs/coopératifs ;
- c) Le développement de l'offre des services agricoles financiers ;
- d) L'adoption de mesures de protection et de soutien aux producteurs.

-
- a) A melhora da cadeia de valor dos produtos agrícolas ;
 - b) A melhoria das capacidades dos sistemas associativos / cooperativos
 - c) O desenvolvimento da oferta dos serviços agrícolas financeiros ;
 - d) A adopção de medidas de proteção e de apoio aos produtores.

a) Actions pour améliorer la chaîne de valeur des produits agricoles

- Les producteurs doivent être impliqués (contractualisation) dans la gestion des facteurs de production (eau, semences, intrants, aliment bétail...) et dans la gestion (PPP) des activités post-recolte (centres post-recolte)
- Des infrastructures/équipements sont nécessaires (systèmes d'irrigation, transport maritime, énergies renouvelables)
- Des informations sur le marché doivent être accessibles (études chaînes des valeurs, SIM) et des rencontres organisées parmi les acteurs de la chaîne (foires)
- La qualité des produits agricoles doit être payée (diversification des prix, sensibilisation des consommateurs, valorisation des produits locaux)

b) Actions pour améliorer les capacités des systèmes associatifs/coopératifs

- Accès à la terre (enregistrement des terres dans les îles de Santiago, Santo Antao, Fogo et Brava)
- Rédéfinition du mécanisme institutionnel d'accompagnement (décrets d'application de la loi des acteurs d'économie sociale, institutions de tutelle, services d'accompagnement des OP, des IMF et des ONG)
- Diagnostic institutionnel des OP et mise en œuvre des plans de renforcement des capacités (calendriers agricoles orientés sur le marché, itinéraires techniques et bilans d'exploitation)
- Contractualisation des services de vulgarisation agricole en partenariat avec la recherche (INIDA) et relance des CER (PLANEER) avec l'implication des OP/coopératives

c) Action de développement de l'offre des services agricoles financiers

- Evaluation et développement des services financiers dans les IMF en lien avec les chaînes de valeur
- Renforcement des capacités des IMF et mise en place de services techniques dédiés au financement des chaînes de valeur dans les IMF et les banques
- Refinancement des IMF pour les petits producteurs à l'aide de fonds de garantie et de facilitation
- Amélioration du SIG des IMF
- Elaboration d'une Stratégie Nationale d'Inclusion Financière

d) Adoption de mesures de protection et de soutien aux producteurs

- Définition des produits agricoles stratégiques et sensibles
- Application de la TEC/CEDEAO (contingents tarifaires) sur les produits stratégiques et sensibles
- Etudier et introduire une assurance agricole pour les producteurs
- Mise en œuvre des programmes/projets de résilience en suivant le modèle de progression

La coordination des actions - A coordenação das acções

Il est nécessaire de coordonner le rythme de mise en œuvre des actions, c'est-à-dire les périodes et délais entre les moments où les actions sont menées et les moments où ils produisent leurs effets

Le rôle du MAE

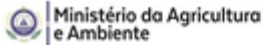
Coordenar o ritmo de implementação das acções : isto é dos períodos e prazo entre os momentos onde as acções são desenvolvidas e os momentos onde estas produzem os seus efeitos

Papel do MAA

Présentation 3:

Conclusions de l'étude: Analyse SWOT (Forces/Faiblesses – Opportunités/ Menaces) des CVA au Cap Vert

Richard Kossi Amoussou



ETUDE DE FAISABILITE

Pour l'investissement au Cap Vert: renforcement du système coopératif mieux connecté aux marchés privé et public:

Conclusions de l'étude: Analyse SWOT (Forces/Faiblesses – Opportunités/ Menaces) des CVA au Cap Vert

Présenté par:

Richard Kossi AMOUSSOU

Consultant international

Praia, mai 2018

PLAN DE LA PRESENTATION



1. Caractéristiques générales des CVA au Cap Vert
2. Analyse SWOT (Forces/Faiblesses – Opportunités/ Menaces) des CVA

I- CARACTERISTIQUES GENERALES DES CVA AU CAP VERT



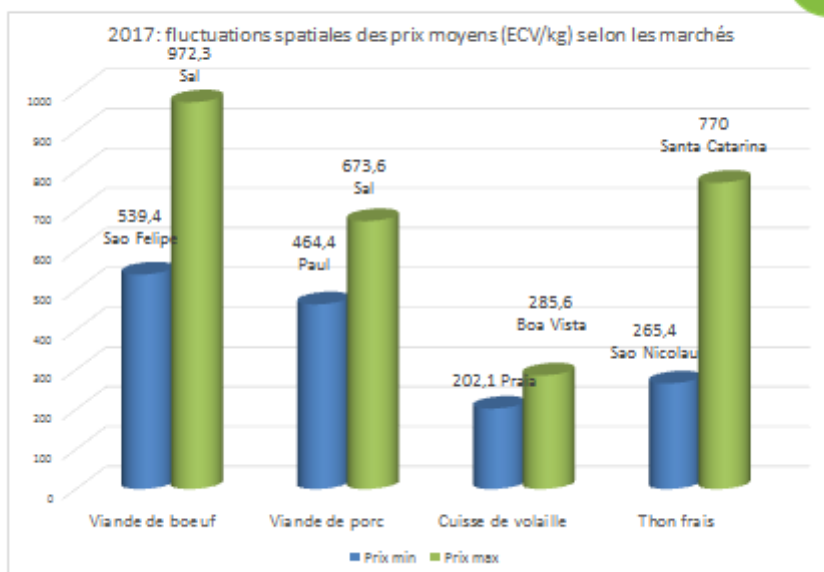
La CVA au Cap Vert est composée par de nombreux acteurs et elle est complexe et variable selon:

- la **provenance** des produits (importation, locaux)
 - leurs **typologies** (cultures de subsistance, cultures maraîchères et fruitières, culture de rente, produits d'élevage et de pêche)
 - et les **marchés** (d'importation, intra-îles, inter-îles, d'exportation et de diaspora).

Cette complexité d'acteurs et de facteurs génère beaucoup de risques, dont l'un des plus importants est une **forte volatilité temporelle et spatiale des prix et des conditions de marché très variables** malgré l'existence d'une demande forte et constante en produits agricoles.

Le caractère insulaire du pays rend encore plus complexe le fonctionnement des CVA

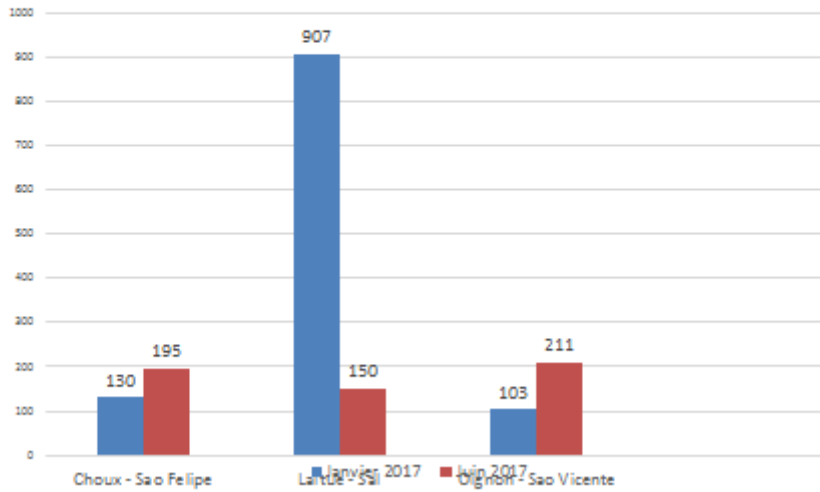
Volatilité spatiale des prix



Volatilité temporelle des prix



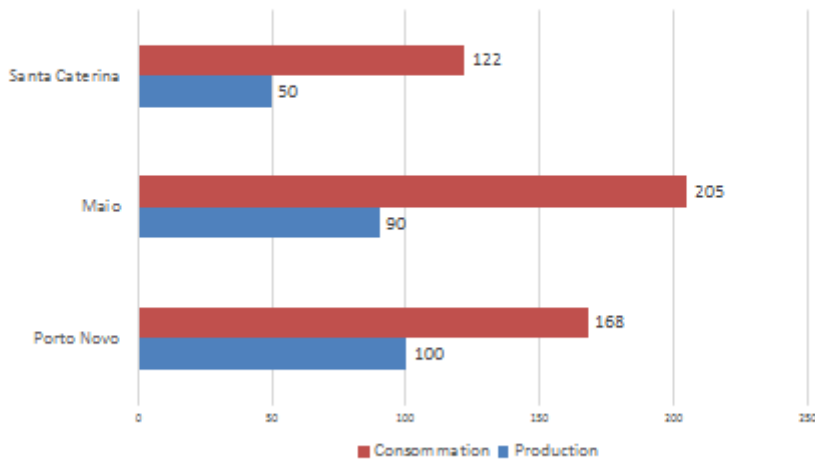
2017: fluctuations temporelles des prix (ECV/Kg)



Volatilité des prix à la production et à la consommation



Tomate février 2017: prix (ECV/Kg) à la production et à la consommation



II- ANALYSE SWOT (résumé)



La CVA capverdienne se caractérise par :

- **Une production interne très insuffisante** (entre 20 et 30%), par rapport à la demande
- **Des exploitations agricoles familiales très peu organisées** pour la production mais qui ont tendance à s'organiser autour de la transformation des produits (débouchés sûrs), mais avec des coûts élevés en énergie et eau ;
- La quasi-totale **absence d'infrastructures de stockage des produits frais**, au moins fonctionnelles ;

II- ANALYSE SWOT (résumé)



La CVA capverdienne se caractérise par :

- **Un oligopole du marché d'approvisionnement des facteurs de production** destinés au secteur agricole
- Un **nbre réduit d'importateurs/distributeurs**, surtout pour le marché touristique de Sal et Boa Vista dominant le marché;
- Un **réseau très important d'intermédiaires** (rabidantes et pexeiras) qui jouent un rôle clef dans la fixation des prix
- Un **transport maritime insuffisant et inadéquat** aux produits périssables (*17 bateaux y compris les pétroliers, amortis pour la plupart*);

II- ANALYSE SWOT (résumé)



La CVA capverdienne se caractérise par :

- Un **crédit au secteur agricole marginal**, à cause du risque élevé du secteur, mais aussi de l'absence de dispositifs appropriés pour le financement agricole ;
- Des **consommateurs peu exigeants par rapport à la qualité** des produits et par conséquent, l'absence de valorisation des produits (la qualité n'est pas payée) ;
- Le **faible intérêt des producteurs dans les certifications** (mises à part de type hygiénique-sanitaires) en raison des débouchés relativement faciles sur le marché et de l'absence de bénéfices financiers directs ... *(exemple de la coopérative de vin de Cha das Caldeiras de Fogo)*

II- ANALYSE SWOT (résumé)



La CVA capverdienne se caractérise par :

- Un **crédit au secteur agricole marginal**, à cause du risque élevé du secteur, mais aussi de l'absence de dispositifs appropriés pour le financement agricole ;
- Des **consommateurs peu exigeants par rapport à la qualité** des produits et par conséquent, l'absence de valorisation des produits (la qualité n'est pas payée) ;
- Le **faible intérêt des producteurs dans les certifications** (mises à part de type hygiénique-sanitaires) en raison des débouchés relativement faciles sur le marché et de l'absence de bénéfices financiers directs ... *(exemple de la coopérative de vin de Cha das Caldeiras de Fogo)*



OBRIGADO!

II- ANALYSE SWOT (détaillée)



Les éléments de FAIBLESSE:

- Transport maritime interne faible et irrégulier/Conditions de transport appropriées
- Accès aux terres complexe et faible motivation aux investissements productifs (la forte présence du métayage et de location des terres)
- Pas d'implication des producteurs dans la gestion des facteurs de production (eau, semences, intrants...)
- Faibles productions (carence de terres cultivables, eau, sécheresses...)
- Manque de planification et de respect des calendriers agricoles orientés sur le marché
- Instabilité de la demande (Les intermédiaires s'approvisionnent chez les producteurs au moment où elles ont la garantie d'écoulement des produits et cela se passe sans anticipations ni contrats formels).

II- ANALYSE SWOT (détaillée)



Les éléments de FAIBLESSE:

- Lenteur de l'administration des ports à cause de la faible coordination entre les différents services impliqués
- Infrastructures de stockage et conservation des produits insuffisantes et non opérationnelles
- Faible organisation des producteurs
- Accès à l'énergie et à l'eau difficile et coûteux
- Manque d'instrument de régulation de la volatilité temporelle et spatiale des prix du marché agricole
- Manque de valorisation de la qualité des produits agricoles, y compris le marché touristique
- Manque d'instruments qui favorisent l'accès au crédit agricole
- Faible accompagnement des OP, ONG, IMF de la part des Institutions de tutelle et services ministériels compétents

II- ANALYSE SWOT (détaillée)



Les OPPORTUNITES:

- Augmentation des investissements dans le secteur touristique
- Diversification du tourisme selon les demandes et les caractéristiques géographiques des îles
- Les systèmes d'irrigation goutte-à-goutte, même si les coûts d'investissement initiaux sont importants (environ 6000-7000 euro/ha), sont retenus efficaces et faciles à utiliser
- Niveau de compétition faible dans l'agrobusiness
- Relative amélioration de la régularité et fréquence des transports internes par avion
- Probable privatisation du transport maritime

II- ANALYSE SWOT (détaillée)



Les OPPORTUNITES:

- Politiques et programmes sensibles au renforcement des capacités des organisations des producteurs
- Recherche de synergies entre les secteurs publique, entrepreneurial et de la société civile dans la gestion des centres post-récolte
- Recherche de synergie entre la vulgarisation et la recherche agricole en impliquant le secteur privé
- Professionnalisation du secteur de la microfinance (nouvelle loi)
- Nouveau Plan de développement soutenable (PEDS 2017-2021) et implication des PTF

II- ANALYSE SWOT (détaillée)



Les MENACES:

- Compétition des produits d'importation avec les produits locaux
- Aléas climatiques (sécheresse) et risque de peste (mille pattes)
- Perte de RH formés localement qui émigrent vers Praia, Mindelo et/ou à l'extérieur du pays
- Coûts élevés pour le démarrage des nouveaux agrobusiness
- Prix élevés du transport interne par avion
- Chaînes de distribution des produits alimentaires concentrées dans peu d'entreprises
- Faible réglementation et application des certifications des produits agricoles
- Ports maritimes non adaptés en termes d'infrastructures, coûts et administration

Présentation 4:

Le rôle des IMF

Mme. Elisabete Silva, MORABI



MORABI – Associação Cabo-verdiana de autopromoção da Mulher

- Organização cabo-verdiana não governamental e sem fins lucrativos criada em 1992, com personalidade jurídica, constituída por membros de ambos os sexos, estando aberta a todas as pessoas que aceitam os estatutos da organização.

PROGAMAS:

- Formação
- Saúde sexual e Reprodutiva
- Desenvolvimento comunitário
- Reforço capacidade institucional
- **Microfinanças**



O Papel da MORABI na Implementação das Ferramentas de Risco Agrícola, na Qualidade de IMF

MISSÃO

- A missão da Morabi Microfinanças é oferecer de forma sustentada e a nível nacional, serviços financeiros à população de baixa renda, com especial destaque para as mulheres chefes de família, numa perspectiva de género.

Serviços

- MICRO CRÉDITO

Finalidade:

- Fundo Maneio (Reforço de tesouraria e aquisição de matéria prima)
- Investimento: (Aquisição/reparação de ferramentas e equipamentos; pequenas construções e/ou melhoria/ampliação das instalações de produção e comercialização)

- POUPANÇA

CADERNETA Morabi

TOTOCaixa Morabi

Depósito a prazo

- Micro Seguros
- Transferência de Dinheiro

CRÉDITO AGRÍCOLA

Abrangência:

Nacional

Publico alvo: Cabo-verdianos, maiores de idade, que tenham dificuldades de acesso às formas convencionais de crédito e que apresentam uma ideia de negócio legal, com rentabilidade e que não prejudique o meio ambiente.

Duração: 4 a 36 meses

Características do Crédito Agrícola

- Acesso ao financiamento com taxas de juros atrativas - máxima de 1.5%/mês
- Financiamento para introdução de novas técnicas de irrigação)
- Concessão do periodo de carencia e plano de reembolso respeitando o ciclo de produção de cada produto
- Flexibilidade para reestruturação da dívida
- Seguimento

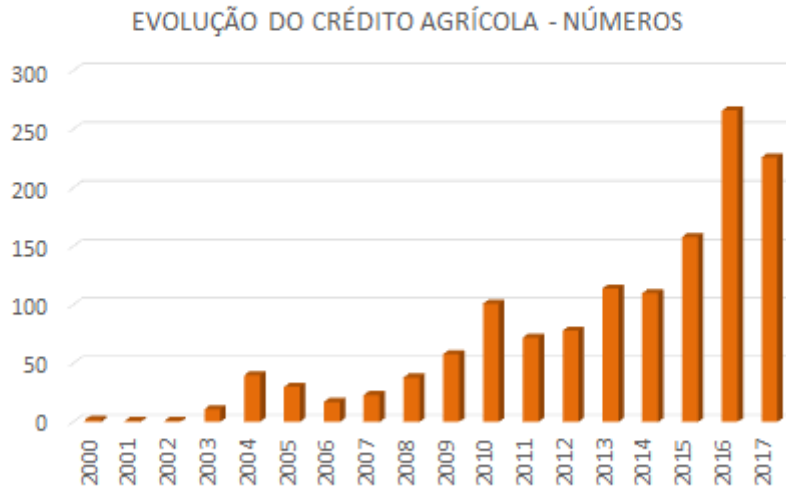
SERVIÇOS PRESTADOS - CA

- Aconselhamento para diversificação da produção
- Educação financeira para a poupança
- Formações em gestão de pequenos negócios
- Aconselhamento para adoção de novas técnicas de irrigação respeitando as directivas da protecção ambiental

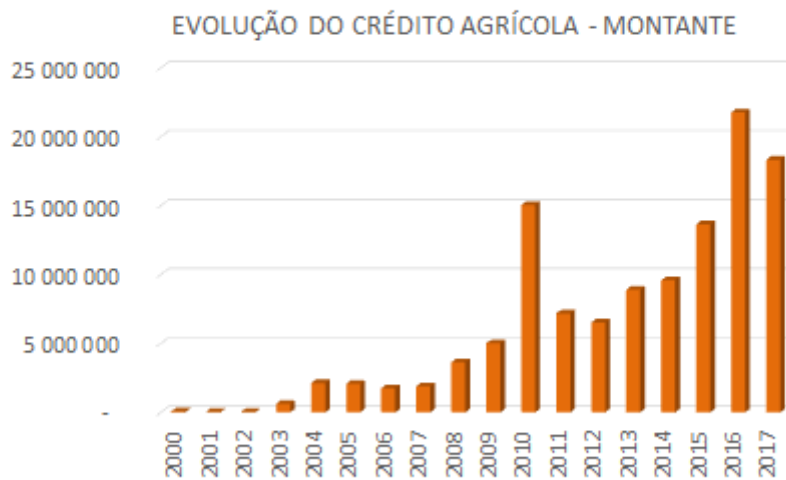
SERVIÇOS PRESTADOS - CA

- Sensibilização para adesão ao Serviço de Segurança social
- Parcerias com algumas delegações do MDR no sentido de dar assistência técnica aos agricultores na escolha de produtos e no combate a pragas (Boavista, Sto Antão, Maio).
- Formações em transformação de frutas e legumes (S. Antão, S. Vicente, Sal e Praia)

Evolução dos créditos concedidos



Evolução dos créditos concedidos



Benefícios do crédito agrícola

- Promover o auto emprego e criação de novos postos de trabalho;
- Continuidade da actividade e aumento do volume do negocio;
- Possibilitar a introdução de técnicas modernas da agricultura salvaguardando as directivas de protecção de ambiente;
- Conquista do mercado e fidelização dos clientes;
- Contribuição para segurança e melhoria da dieta alimentar do país;
- Melhoria das condições socioeconómicas das famílias beneficiadas;

Obrigada pela atenção

Elisabete Reis
Tel: 2621773
Email: elisabete.reis@morabi.org


NOTE




Contacts

PARM Secretariat

**International Fund
for Agricultural Development (IFAD)**

 Via Paolo di Dono 44 - 00142 Rome (Italy)

 parm@ifad.org

 www.p4arm.org

 [@parminfo](https://twitter.com/parminfo)